



Martin-Etienne GALLET

4 décembre 1770 - 1^{er} novembre 1854

Pionnier de l'éducation à la Réunion

Martin-Etienne Gallet naquit à Bonneval en Eure-et-Loir le 4 décembre 1770. A l'âge de 10 ans, il entra au petit séminaire de Chartres. Sa décision se confirma rapidement : il voulait être prêtre. Il fit ses études de théologie dans la communauté des Robertins à Vaugirard. Mais sa vie allait être transformée par les événements de septembre 1792. Arrêté par la garde nationale, il échappa par miracle au massacre de 200 prêtres enfermés au couvent des Carmes le 7 septembre 1792. Mais tous ceux, comme lui qui n'avaient pas encore été ordonnés avaient obtenu la liberté à la seule condition d'assister aux exécutions.

Martin-Etienne Gallet retourna dans son village natal. Le 25 août 1793, la République proclamait « *la Patrie en danger* », et il fut appelé sous les drapeaux dans l'armée du Nord. Il servit sous le général Pichegru. Il fut réformé à cause de sa grande myopie et partit pour Paris. Il entra comme professeur au collège Sainte-Barbe et eut comme élève Théodore Ducos, futur ministre de la Marine. Le général de Montigny qui le connaissait, ayant été nommé en 1803 gouverneur de Chandernagor (Inde) le prit à son service comme précepteur de ses deux fils. Martin Gallet s'embarqua sur l'*Atalante* une des frégates de l'escadre de l'amiral Gaudin-Duchesne. Ils ne purent débarquer aux Indes, les Anglais faisant le blocus des enclaves françaises. Après un repli sur l'Isle de France, le général de Montigny fut envoyé à l'île Bourbon et Martin Gallet le suivit s'acquittant de ses fonctions pédagogiques.

En 1806, à la fin de son contrat avec le général, Martin Gallet décida de s'installer dans l'île. Sa présence fut considérée comme une bonne fortune car l'île ne possédait pas de structures éducatives au-delà de l'instruction primaire. Il commença par s'occuper des fils de M. de Laprade, Sous-directeur de l'artillerie. Les demandes affluèrent. Pendant six ans, il fit sa classe dans une salle des bâtiments du Parc d'artillerie. Le 1^{er} juin 1812, pour répondre au vœu de la population, il renonça aux cours particuliers pour ouvrir une institution publique d'éducation. Sur ses économies, il acheta un local, recruta des enseignants et procura une instruction supérieure à des générations de l'élite locale. Parmi ses étudiants citons : l'abbé Frédéric Levavasseur, le procureur Jules Geslin, Gibert des Molières, maire de St-Denis, le sénateur Henry Hubert-Delisle, premier gouverneur créole de l'île, les frères Manès, dont l'un a été délégué de l'île et l'autre directeur de l'Intérieur.

GALLET Martin-Etienne

Mais l'Etat oubliera les services rendus. Un Collège Royal ouvrira ses portes en 1818. Pour éviter la compétition (ou la concurrence) avec le prestigieux collège privé Gallet, on essaya de fondre les deux établissements ; on proposa à Gallet d'être le premier Proviseur du nouveau collège. Il refusa. Mal lui en prit. Il fut en butte à mille tracasseries. On lui interdit d'enseigner le latin et le grec, il devait se borner qu'aux premiers éléments de calcul et à la pratique de la lecture et de l'écriture. On lui demanda des rapports, des bilans et des justificatifs. De 49, le nombre de ses élèves chuta à 15 en 1819 ; l'établissement n'était plus rentable. Martin Gallet continuera encore pendant de longues années son difficile apostolat pédagogique. Il ne ferma son école qu'en 1839, après plus de 30 années passées à former des Réunionnais. Il meurt le jour de la Toussaint de 1854.

Il y aura foule à la cathédrale de St-Denis pour l'ultime hommage de l'île. Ses anciens élèves choisirent la pierre tombale et l'inscription funéraire : *in memoria aeterna erit justus* (le juste vivra éternellement). Il avait épousé le 29 février 1816, Marie-Thérèse-Théophile-Charlotte-Virginie-Olympe Marcadé.

SOUVENIRS D'UN MAÎTRE D'ÉCOLE À LA RÉUNION

« Les punitions ne font point d'effet sur eux ; au contraire, elles les révoltent et les découragent. Il faut les prendre par l'amour-propre auquel ils sont fort sensibles. Il faut, pour tirer parti d'eux, tenir toujours leur émulation en haleine. En un mot, le plus grand travail du maître est de se tenir toujours en garde contre l'indolence qui leur est naturelle et tient un peu du climat.

Tels sont les Créoles jusqu'à quinze ans. Parvenus à cet âge, l'expérience m'a fait voir que, lorsque leur esprit a été cultivé dès les premières années, ils ne le cèdent en rien aux Européens dans quelque partie que ce soit, lorsqu'ils ont le bonheur de sentir et la nécessité du travail et l'avantage de l'instruction. Mais c'est beaucoup si l'on en trouve trois sur dix qui soient doués de ces heureuses dispositions. Tous les autres, à cette époque, se croient des hommes, calculent déjà les biens dont ils doivent un jour hériter, regardent la science comme une chose tout au moins superflue, l'assistance aux leçons comme une servitude insupportable, leurs parents et leurs maîtres comme des tyrans. Leurs exemples et même leurs conseils tendent à détourner de l'étude ceux dont l'application et les succès font leur honte, à laquelle cependant ils sont devenus presque insensibles. Enfin la malheureuse facilité qu'offre le pays pour la corruption des mœurs achève de gâter leur cœur et d'anéantir leurs facultés physiques et morales.

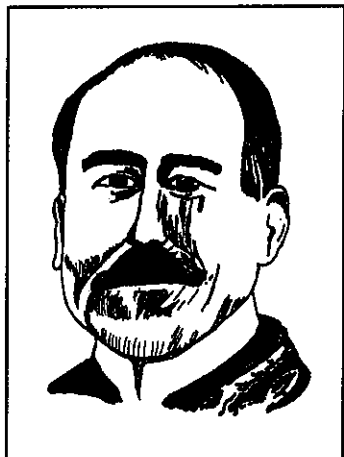
Martin-Etienne Gallet

Sources

Le Moniteur de l'île de la Réunion, le 4 novembre 1854.
Almanach du diocèse de la Réunion.

Illustration : Le maître d'école devant sa classe

MS



Hubert GARBIT

4 avril 1869 - 30 octobre 1933

**Gouverneur Général de Madagascar
Gouverneur de la Réunion**

Hubert-Auguste Garbit naquit à Lyon le 4 avril 1869. Après de brillantes études à l'Ecole Polytechnique, il s'orienta vers la carrière des armes. Le jeune sous-lieutenant d'artillerie entra à l'Ecole d'Application de Fontainebleau. Lieutenant en second le 30 septembre 1892, il souhaita voir du pays et choisit la marine. Le 22 septembre 1893, il prit son service à Diego-Suarez (Madagascar) quelques jours seulement avant d'être promu lieutenant. Pendant près de 3 ans, il servit dans la Grande Ile. Pour raison de santé, il passa ensuite en France, le 13 mars 1896, avec le grade de capitaine et l'insigne de chevalier de la Légion d'honneur.

Affecté dans un premier temps au laboratoire central de la Marine, il devint ensuite officier d'ordonnance du général commandant la brigade d'artillerie. Il fit un séjour d'inspection de 4 mois en Nouvelle-Calédonie puis passa en Indochine, du 8 avril 1900 au 31 mai 1902, avant de rejoindre le bureau militaire du ministère des Colonies. Chef d'escadron le 30 mars 1904, il accompagna le gouverneur général Augagneur à Madagascar le 23 décembre 1905. Intéressé par la chose administrative, il prit sa retraite militaire le 1^{er} mai 1909 alors qu'il était nommé aux fonctions de secrétaire général de 2^{ème} classe des colonies. Peu après, suite au départ d'Augagneur, il fit l'intérim au poste de gouverneur général.

Nommé gouverneur des colonies, il fit l'intérim à la Réunion du 17 juillet 1912 au 23 novembre 1913.

"Au point de vue politique, il n'y a guère à dire sur M. Garbit, sinon qu'il s'est obstinément tenu à l'écart de toutes nos divisions et de toutes nos rivalités". C'est l'analyse bienveillante de la Revue de l'Ile de la Réunion.

Prévu pour 3 mois, cet intérim durera 15 mois et quoique succinctes, son administration fut marquée par des réalisations importantes : la création de l'Académie de la Réunion et du Syndicat d'Initiative, l'instauration des relations commerciales avec l'Afrique du Sud avec une liaison bi-hebdomadaire par un navire anglais de l'*Union Castle*. Après l'intolérance partisane de Rodier, son prédécesseur, Garbit apporta l'apaisement dans la vie politique locale.

GARBIT Hubert

Le 17 mars 1914, Garbit partit en France en congé administratif. Le 20 mai 1914, il fut nommé chef du Cabinet d'Albert Lebrun, ministre des Colonies. Il occupa les mêmes fonctions auprès du nouveau ministre, Maurice Manoury, jusqu'à la guerre.

Par décret du 5 août 1914, il fut nommé gouverneur général par intérim de Madagascar et prit ses fonctions le 13 octobre. Grâce à son acharnement, Madagascar participa pleinement à l'effort de guerre français. La production madécasse alimenta usines et forces au combat et 43 863 engagés volontaires combattirent sous les drapeaux. Il quitta Madagascar le 19 juin 1917 et, quoique nommé gouverneur général titulaire de l'île le 22 janvier 1918, il préféra rester sur le front européen avec le grade de colonel. Le 16 juin 1920, il fut nommé commandant de la Légion d'honneur à titre militaire.

Le 21 juin 1920, il prit son poste à Madagascar. Une cabale fut montée contre lui. Il retourna en France en mars 1923 dans des conditions tristes, devant se justifier. Il fut mis à la retraite le 31 janvier 1924. Et il se lança sans succès dans la lutte politique dans l'Ain où il s'était installé. Il meurt le 30 octobre 1933 à Giron dont il était le maire.

LES ADIEUX DE GARBIT

"M. le gouverneur Duprat devant arriver le dimanche 23 novembre courant, je quitterai la colonie le lendemain 24.

Avant de m'embarquer, je tiens à remercier les habitants de l'île de la sympathie qu'ils n'ont cessé de me témoigner. Je prie la Presse locale de vouloir être mon interprète auprès de la population pour lui transmettre mes adieux et l'assurance de ma vive affection et de mon fidèle attachement".

St-Denis le 21 novembre 1913

H. GARBIT

Source

- R. Lucas, M. Serviable, *les Gouverneurs de la Réunion*, St. Denis, CRI, 1986
- *Revue de l'île de la Réunion*, n° 9 juillet 1913

Illustration : H. Garbit (Jibé)



Georges GARROS

10 octobre 1860 - juin 1945

**Avocat,
Vice-président du Conseil général**

Fils de Jean Antoine-Adrien Garros (né en 1825 à Toulouse) et de Marie-Josephine-Désirée Piveteau (née le 1er janvier 1834 à St-Benoît), Antoine-Georges Garros est né le 10 octobre 1860 à Ste-Suzanne.

A la fin de ses études de droit, il retourne à la Réunion pour épouser en 1886 à St-Denis, Marie-Clara-Emma Faure. Un fils (mais quel fils !), Roland verra le jour en 1888.

Georges Garros se fera remarquer dans les salles d'armes. Ce gaucher fin tireur avait mis au point une botte secrète difficile à éviter que l'on appelait « *le doublé non achevé* ». Avocat brillant, épéiste émérite et boxeur valeureux, Georges Garros avait toutes les qualités pour entrer en politique. Ses passes d'armes au barreau et en duel étaient connues. Il se battit en duel avec Gaston Lahuppe et le chef de bataillon Dufaure.

Il fut élu Conseiller général du canton de St-Pierre. En 1890 le Conseil général le nomma rapporteur de la commission des réformes coloniales sur l'enseignement agricole. En 1892, il fut élu conseiller municipal de St-Denis. Il est remarqué par le Crédit Foncier, puissant établissement bancaire qui contrôle l'économie agricole — donc la Réunion — qui finance ses campagnes électorales.

En mai 1893, Georges Garros et sa famille — dont le jeune Roland — quittent la Réunion pour aller s'installer à Saïgon. Dans une lettre à la presse en date du 23 mai 1893 il écrit : « *Je quitte avec regret ce pays où j'ai tant lutté : je le quitte, la tête haute, ne répudiant aucun des actes de ma vie politique, attristé toutefois que mes avertissements soient restés lettre morte pour ceux que leur situation avait faits les dépositaires des intérêts de la colonie et qui bientôt - en novembre prochain au plus tard auront tout le loisir de contempler du fond de leurs retraites l'œuvre de ruine à laquelle ils ont si coquettement attaché leur nom dans ce pays. La politique d'opposition républicaine que j'ai inaugurée depuis trois ans, doit plus que jamais, être en faveur auprès des honnêtes gens de ce pays, et les honnêtes gens sont nombreux dans le parti que j'ai eu l'honneur de diriger.*

L'outil que j'avais forgé pour nous défendre ; notre Petit Journal, reste en des mains amies, en des mains libres et propres. Il continuera le bon combat, sans trêve, jusqu'à ce que le pays soit définitivement purgé des administrateurs et des financiers qui

GARROS Georges

l'ont conduit à la ruine. » Sa prestance dans le prétoire et dans les prés pour des duels occasionnels est remarquée...

En 1898, Georges Garros retourna à la Réunion pour se présenter aux législatives contre Louis Brunet. Il fut battu et repartit en Cochinchine. Il ira se fixer en France métropolitaine par la suite. Il vécut douloureusement l'incarcération et la mort héroïque de son fils Roland Garros abattu par l'ennemi.

Le jeudi 7 juin 1945, Adrien Jacob de Cordemoy fait part aux lecteurs du journal *Le Peuple* de la disparition du « virtuose de l'épée, de la parole et de la plume ».

L'ADIEU DE GARROS À LA RÉUNION

Je devrais être habitué à ces témoignages de bienveillance de la part d'une Assemblée qui m'avait honoré moi-même de sa trop généreuse sympathie, en m'appelant, bien jeune encore, à la présider, en qualité de vice-président, alors qu'elle comptait, tout comme aujourd'hui, j'en ai la conviction, des hommes de haute valeur, tels que les Drouhet, Emile Bellier, Le Cocq de Terfere, Le Vigoureux, Naturel, Fery d'Esclands, de Couder, Isautier, Bourguine, Auguste Babel et combien d'autres !

N'est-il pas d'ailleurs dans la destinée de notre petit pays d'essaimer sans relâche à travers le monde, et de produire des caractères et des talents aussi variés d'aspects que ses sites admirables, embellis encore par le chromatisme enchanteur de ses climats ? Tous ceux-là sont les fils de la terre de Bourbon plus encore que leurs propres ascendants. « Le miracle de la race » diraient avec amour mes amis Marius et Ary Leblond (...)

Georges Garros, lettre au Conseil Général, 20 août 1923

Bibliographie

- *Les usages de Cochinchine*, 1905,
- *Forceries humaines*, 1926, Paris, André Delpeuch.

Source

Le Peuple, 7 juin 1945

Illustration : Le Petit Journal (ADR)

MS



Roland GARROS

6 octobre 1888 - 5 octobre 1918

Aviateur

Eugène-Adrien-Roland Garros est né à St-Denis d'un père avocat (Georges) et d'une mère (Marie-Emma-Clara Faure) qu'on appela avec tendresse «*la petite française des îles*».

A l'âge de 4 ans, il suit ses parents qui prennent, comme beaucoup de Réunionnais, la direction de l'Indochine. A 11 ans, il part seul faire ses études en France métropolitaine au collège Stanislas, au lycée de Nice puis au lycée Jeanson de Sillery. Pour conjurer une faiblesse pulmonaire, il va s'adonner avec énergie à la pratique sportive. Comme dans tout ce qu'il entreprendra, le jeune Roland va y exceller. Ayant les moyens et le goût du voyage, il fait de fréquents séjours à la Réunion, en Birmanie et aux Indes. Il s'adonne aux langues étrangères avec le même succès.

Après sa licence de droit il devient agent des Automobiles Grégoire mais il n'a qu'un rêve : voler.

En 1909, il se rend au salon de l'Aéronautique. Il en ressortira avec une «*Demoiselle*» sous les bras — une «*Demoiselle*» de Santos Dumont pour 7 000 francs. A sa première tentative de décollage à Issy-les-Moulineaux, c'est l'accident : il entre en collision avec un autre avion. Accident heureusement sans gravité. Le 19 juillet 1910, il obtient son brevet de pilote de l'Aéro-club de France. Et commence pour le jeune Garros des tournées d'exhibition de par le monde devant des foules enthousiastes. Et il vole et il vole. Il est la vedette des grandes joutes aériennes : la course Paris-Madrid ou Paris-Rome, le Grand Prix d'Anjou. Il brille dans les cieux et dans les cœurs. Il s'attaque aux records d'altitude et accumule les performances mondiales. Il monte de plus en plus haut, déploie de plus en plus d'audace et s'habitue à agacer la Mort. Sa virtuosité est telle qu'il «se poserait sur des œufs sans les casser».

Le 23 septembre 1913, il est le premier à effectuer la liaison France-Afrique du Nord sans escale, couvrant les 706 km St-Raphaël-Bizerte en 7h53 alors que les paquebots prenaient 31h pour la traversée. A l'atterrissage il ne lui restait que 5 litres d'essence. Après cet exploit il reçoit l'hommage du président Poincaré.

Quand la guerre éclate en 1914, le héros constate avec amertume qu'il n'est pas appelé n'étant pas «*français métropolitain*». Il faut donc qu'il s'engage. Au combat il se

GARROS

distinguera encore et ses aventures passionneront le monde entier. Le 4 avril 1915, Foch le cite à l'ordre de l'armée après sa première victoire, le 1^{er} avril sur un avion ennemi. Le 18 avril, il est abattu en plein vol. Après un atterrissage forcé, il met le feu à son avion pour que l'ennemi ne découvre pas les secrets de fabrication. Capturé, il restera 3 ans en captivité avant de s'évader de façon rocambolesque de la prison de Magdebourg. Il rejoindra la France par la Hollande et l'Angleterre.

Il doit réapprendre à voler sur des avions qui se sont modernisés. Le 5 octobre, à la veille de ses 30 ans, il part au combat dans les Ardennes et ne rentre pas.

On découvrira plus tard sa tombe à St-Morel avec cette simple inscription «*Lieutenant Roland Garros*». Son père érigea une stèle à l'endroit où fut retrouvé l'épave de son avion.

Une statue en pied au Barachois à St-Denis (inaugurée en avril 1926), une rue (où il naquit), le lycée du Tampon, la base aérienne 181 et un aéro-club perpétuent sa mémoire dans son île natale. Mais c'est surtout le célèbre terrain de tennis Roland Garros en Métropole qui rappelle à tous son souvenir.

TESTAMENT DE ROLAND GARROS

Paris, 30 avril 1910
J. Quellennec
10, rue de la Chaise
Paris

Cher ami,

Je te charge par la présente pour le cas où il m'arriverait un accident quelconque de prendre en mains mes intérêts et de liquider mes affaires.

Si la liquidation laissait un solde passif, je te prierais d'en informer exactement mon père : M. Garros — avocat, Saïgon.

Si le solde était actif, je te prierais de l'en considérer comme le seul bénéficiaire.

Bien à toi,

R. Garros

Sources

- M. Guignard, Eloge de Roland Garros in *Académie de la Réunion*, Bulletin, vol. II
- J. Quellennec, *Mémoires de R. Garros*, Hachette, 1966

Photo : Roland Garros (Archives Départementales de la Réunion)



Athanase GARSAULT

13 décembre 1860 - 8 août 1931

**Percepteur
Journaliste**

Fils d'un inspecteur de l'enseignement Primaire, Athanase-Gabriel Garsault est né le 13 décembre 1860 à Sancerre. De souche normande, ses ancêtres avaient servi la couronne de France comme officiers de cavalerie et préposés des haras royaux.

Le journalisme l'accueillit pour ses débuts professionnels au Havre. Passionné d'aventure, le jeune Garsault accepta la proposition d'un groupe agro-industriel de développer le coton à la Réunion. Il débarqua dans l'île, le 13 juin 1890, et n'avait pas encore 30 ans. Les essais de culture du coton étant infructueux, il se tourna vers le tabac. Les résultats furent probants et il créa la marque très appréciée de *Moulin-Joly*. Pendant 10 ans il s'appliqua à cette entreprise de diversification agricole.

En 1900, il fut choisi comme commissaire de la Réunion à l'Exposition Universelle de Paris. Il réalisa une monographie excellemment documentée sur la Réunion. Athanase Garsault s'acquitta de sa tâche à Paris avec enthousiasme et compétence. Il prit une part déterminante à mieux faire connaître son île d'adoption.

Mais son absence de la Réunion compromit ses intérêts économiques dans l'île. Il dut abandonner son entreprise et rechercher un emploi salarié dans l'administration. Par son intelligence, il devint chef du service des Contributions Indirectes. A la disparition de ce poste il devint percepteur du Trésor à Salazie et au port de la Pointe des Galets. Atteint par la limite d'âge, il se retira et se consacra désormais, à partir de 1926, pleinement à la presse et retrouva avec joie le métier de ses débuts.

La finesse de son style fit les délices des lecteurs du journal *La Paix*, fondé par Henri de Busschère le 3 janvier 1923. Athanase Garsault assura le double poste de directeur et de rédacteur en chef. Apprécié par la profession, il fut choisi par ses confrères pour présider pendant 5 ans le Syndicat de la Presse Réunionnaise. Et c'est par acclamation qu'il fut fait syndic honoraire à l'Assemblée Générale du 30 mai 1930. Quand le quotidien *La Paix* disparut en 1929, il se retira à sa villa du Rosier Blanc au Dos-d'Ane.

Le 22 juin 1929 toute la presse réunionnaise avait fêté sa croix de chevalier de la Légion d'honneur.

GARSAULT Athanase

Il mourut le 8 août 1931 et il fut veillé au siège du Syndicat de la Presse au 8 rue de Ste-Marie à St-Denis. Ses obsèques eurent lieu le dimanche 9 août à 9 heures et toute la presse prit le deuil. *Le Peuple* dressa de cet aimable versatile un portrait touchant : "Publiciste, penseur, poète, compositeur, diseur remarquable, métapsychiste, astrologue, espèce de mage si l'on veut, ce Normand aventureux a été également agriculteur industriel et fonctionnaire".

L'HOMMAGE DU PEUPLE

"D'une grande droiture, Garsault avait le caractère élevé, sans mesquinerie, sans petitesse. Il se montra brave et persévérant devant l'adversité. Entreprenant, plein de ressources, de talents variés, il a trouvé dans notre île lointaine, une patrie nouvelle à laquelle il s'est attaché et dévoué : les circonstances et les hommes ne lui ont pas permis de faire tout ce qu'il était susceptible de réaliser".

Le Peuple, 9 août 1931

Source

- Article nécrologique in *Le Peuple*, 10 août 1931
- *Revue de l'île de la Réunion* (n° 24 à 28 p.10-11).

Illustration : La Paix (Archives Départementales de la Réunion)



**Henriette
GASCUEL
(Sœur Colette)**

19 mai 1919 - 10 janvier 1976

**Médecin
Pionnière de la pédiatrie à la Réunion**

Fille de Charles Gascuel, haut fonctionnaire colonial et de Jeanne Luret, Henriette est née le 19 mai 1919 à St-Jean-du-Gard. Elle passa son enfance au Maroc où son père exerçait comme directeur de la Dette Marocaine (1920-1924), puis comme employé au Monopole des Tabacs (1925-1933).

Au retour de la famille Gascuel en France, Henriette s'inscrivit au lycée Molière puis au lycée Fénelon à Paris avant de faire des études de médecine. Elle se spécialisa en pédiatrie notamment sous la direction du professeur Robert Debré. Membre de la première équipe médicale sur la réanimation des prématurés en France, elle va soutenir une thèse sur la nourriture des nourrissons.

En juin 1950, à l'âge de 31 ans, Henriette Gascuel entre à l'Institut des Franciscaines Missionnaires de Marie. Elle fut envoyée à la Réunion où elle arriva le 30 septembre 1953. Elle prononça ses vœux perpétuels, le 15 décembre 1955, et devint Sœur Colette.

Dans une île où la malnutrition faisait rage, elle se dévoua auprès d'un service hospitalier pour enfants longtemps animé par le Dr Fauvette. Le nombre grandissant de jeunes malades nécessita la construction d'un véritable hôpital d'enfants. Construit par Paul Isautier sur les plans de l'architecte de Montfreid, l'hôpital d'enfants de St-Denis fut inauguré le 1^{er} août 1959 par le préfet Perreau-Pradier en présence de Mgr de Langavan et du Père Favron, directeur des Œuvres Sociales. Cet outil sanitaire et médical important fut agréé le 2 juin 1960 comme première école de puériculture de la Réunion. Pour récompenser son dévouement, Sœur Colette fut faite chevalier de l'ordre de la Santé Publique en juin 1959 et honorée de l'ordre national du Mérite en 1970.

Aux Brises, à la Montagne, elle participa aux retraites sacerdotales de janvier 1976. Le samedi 10 janvier au matin, on s'étonna de ne pas la trouver à la messe. On la découvrit dans sa chambre, immobilisée et à demi paralysée. Elle mourut sans avoir repris connaissance. Ses obsèques eurent lieu le 12 janvier 1976 à 9h30 sur la pelouse de l'Hospice St-François à St-Denis car aucune église n'aurait pu contenir la grande foule présente pour l'ultime hommage.

ULTIME HOMMAGE

"Sa profession de Médecin qu'elle exerçait avec cette conscience, cette gentillesse, cette humanité que toutes les mères de famille lui connaissent (...) mais, je reste persuadé qu'à travers ces multiples visages d'enfants sur lesquels elle s'est si souvent penchée, mais je suis certain qu'à travers ces regards angoissés des mères, des pères qui si souvent l'ont sollicitée, mais je suis sûr que c'était encore Dieu qu'elle servait, qu'elle honorait à travers l'humain qui se confiait à elle"

Père Urbain Quatrefages
12 janvier 1976

Bibliographie

- *Etude d'un hydrolysat enzymatique de foie dans l'alimentation des Nourrissons.*
- *Thèse de Doctorat de Médecine, Imp. des Franciscaines 1950*

Source

Croix Sud 16/22 janvier 1976

Illustration : Sr. Colette (Jibé)



Lucien GASPARIN

18 février 1868 - 8 avril 1948

**Député de la Réunion
Maire de St-Denis**

Ce fils aîné d'un modeste teinturier naquit le 18 février 1868 à la rue du Rempart à St-Denis. Après de brillantes études au lycée de St-Denis, il partit à l'Ecole Coloniale à Paris. Il en sortit avec une licence en droit. Nommé commissaire dans la Marine, il participa comme jeune officier aux campagnes militaires du Dahomey et du Tonkin. Remarqué par Galliéni, celui-ci l'emmena parmi ses collaborateurs à Madagascar où le protectorat français s'installait.

En 1893, Gasparin quitta l'administration et ouvrit un cabinet d'avocat à Tamatave. Parallèlement, il publia le premier journal français de la nouvelle colonie. Son intelligence et son métier allaient lui conférer une réputation reconnue au-delà de la ville portuaire malgache.

En 1905, un groupe de notables réunionnais, à l'initiative de Le Cocq du Tertre, l'invita à revenir à la Réunion et à se lancer dans la politique. Le Cocq du Tertre venait de perdre la mairie de St-Denis le 1^{er} mai 1904. Candidat des Républicains libéraux (mouvement de centre droit), Gasparin affronta Jules Auber dans la circonscription du Vent en 1905. Il fut battu. De nouvelles législatives furent décidées pour le 27 mai 1906. Gasparin affronta encore une fois Jules Auber, candidat du Bloc. Mais blessé d'un coup de galet à St-André, Auber se désista à deux jours des élections à la surprise générale. Gasparin fut élu par 8 121 voix et... sans adversaire. Comme F. de Mahy élu le même jour dans la seconde circonscription contre A. Brunet, il appartenait au *Parti Républicain Libéral*. Mais une autre surprise attendait la Réunion ; élu de droite, Gasparin s'inscrivit à gauche au Parlement. Les *années Gasparin* commençaient à la Réunion.

Homme de couleur, républicain, transfuge, la carrière parlementaire la plus longue de l'histoire de la Réunion (près de 40 ans) commença dans la violence. H. Cornu se souvient : *«En 1910, Gasparin s'est fait élire en excitant la haine des Noirs contre les Blancs. J'ai vu de mes yeux Gasparin descendre la rue de Paris vers l'évêché, juché sur les épaules de deux gros cafres et à la tête d'une centaine de Noirs tous saouls de rhum ; il hurlait : cassez, brisez. Toutes ces belles cases sont à vous ; brûlez, violez, tout est à vous».*

Aux législatives de 1914 on compta 14 morts et près de 300 blessés. Pendant 15 ans partisans de Le Cocq — décidément mal récompensé — et de Gasparin vont s'affronter en ville.

GASPARIN

Après les municipales du 12 mai 1912, la liste Gasparin revint aux affaires à St-Denis. Elu maire le 14 mai, le député laissera la conduite de la ville à son premier adjoint, Léon Ozoux, avant de regagner Paris. Maire pour trois jours, Gasparin aurait même omis de signer le procès-verbal de son installation comme maire.

Comme tous les parlementaires de la Réunion, Gasparin votera les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940. Dans l'ambiance du moment, combien y verront un geste patriotique nécessaire ! Ils furent 569 députés à voter pour Pétain dont René Coty et Robert Schuman. Mais comme ses collègues, il a conservé jusqu'à sa mort, un prestige certain dans les milieux parisiens et réunionnais.

Il mourut à Paris, le 8 avril 1948. Ses obsèques eurent lieu le lundi 12 avril à 10 heures à l'église de la Madeleine à Paris.

«Jadis frénétiquement aimé et combattu» écrit Marcel Fourcade, «le vieux député s'assagira avec l'âge et il bénéficiera de l'estime générale».

GASPARIN MAIRE

M. Gasparin, député, obtint 26 voix sur 27 votants contre un bulletin blanc. Au milieu des applaudissements enthousiastes, il prit la présidence et l'on passa à l'élection des adjoints au maire (...)

Le nouveau maire prononça alors un discours, souvent applaudi. Il remercia d'abord l'ancienne édilité radicale socialiste de son désintéressement, en lui adressant un juste tribut d'éloges pour sa gestion. A sa demande, le Conseil nomme à l'unanimité M. Julius Cadet maire honoraire de St-Denis (...)

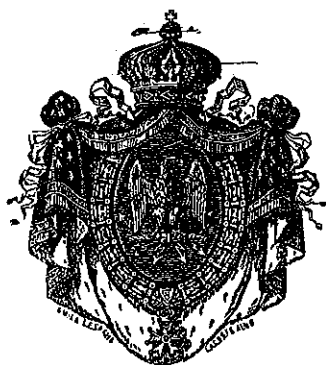
Le député maire Gasparin développe ensuite avec chaleur les principes qu'il suivra dans l'exercice de son mandat municipal et proteste de son dévouement sans réserve à la cause démocratique.

Le Peuple, 15-16 mai 1912

Source

M. Serviable, *Les Maires de St-Denis*, St-Denis, Indigotier, 1992

Photo : Lucien Gasparin (Archives Départementales de la Réunion)



Adrien de GAUDEMAR

4 mai 1825 - 18 mars 1860

Procureur impérial

Fils d'Adolphe de Gaudemar, propriétaire, et de Séraphio Lantelme, Adrien-Victor-François Joseph de Gaudemar est né le 4 mai 1825 dans les Basses Alpes. Après ses études dans sa ville natale, il vint étudier le droit à la faculté d'Aix. Il se fit déjà remarquer par la vivacité de son esprit et la justesse de son jugement.

Après avoir réussi son diplôme, il fut nommé, à sa demande, dans la magistrature coloniale. Sa première affectation fut pour St-Paul à l'île de la Réunion. Il s'embarqua à Toulon le 6 mai 1852 sur la frégate *La Belle Poule* pour rallier l'île lointaine. Il eut le bonheur de faire la traversée avec le nouveau gouverneur de la Réunion (M. Henry Hubert-Delisle) ainsi qu'avec le nouveau procureur général (M. Justin Béret). Le jeune juriste de 27 ans fit, dit-on, agréable impression avant d'étreindre son poste de juge auditeur dans l'ancienne capitale de l'île.

Militant social chrétien, il devint membre honoraire de la *Société de St-François-Xavier* pour la défense et l'amélioration des conditions de vie des anciens esclaves affranchis à la Réunion. Il siégeait au Comité communal de l'instruction publique de St-Paul et était membre correspondant de l'*Œuvre de la Sainte Enfance*. S'engageant encore plus sur le terrain de la pauvreté, il créa à St-Paul une Conférence de St-Vincent-de-Paul.

Adrien de Gaudemar fut ensuite nommé par le Garde des Sceaux à St-Denis comme Substitut du Procureur impérial. Le départ pour la France du Procureur impérial, M. Préaux Locré le propulsa en toute première ligne et il devint Procureur impérial (par intérim). La charge de travail compromit sa santé. Il continua à trouver le temps pour écrire des poèmes et aider les autres.

Mais à St-Denis en 1860 sévissait une meurtrière épidémie de fièvre typhoïde, et on comptera dans la nuit du 17 au 18 mars 1860 une nouvelle victime : Adrien de Gaudemar. Il n'avait pas encore 35 ans.

L'émotion fut grande à l'annonce de sa mort et une foule nombreuse participa au deuil.

Au nom de ses collègues, M. Dugand prononça l'éloge funèbre : « De Gaudemar était parti de France au printemps de 1852, il est arrivé dans cette colonie

GAUDEMAR (de) Adrien

plein de vie et de santé ; son activité, sa pénétration, ses aptitudes diverses ne tardèrent pas à le recommander à la bienveillance du chef de la Justice locale.... Mais hélas ! il n'avait pas compté avec l'infinie variété des détails, avec les nécessités impérieuses d'une correspondance de chaque jour, avec les directions à imprimer aux offices auxiliaires, enfin avec les difficultés sans cesse renaissantes du côté pratique de la mission qu'il devait à la confiance de M. le Procureur général. Il est tombé victime de son zèle... ».

Sa mort laissa son épouse Eugénie et ses enfants dans le plus grand dénuement.

LA FRATERNITÉ

« Si vous n'êtes pas riches, donnez de bon cœur le peu que vous avez, donnez le travail de vos bras ; vous n'en deviendrez pas plus pauvres ; mais Dieu vous le rendra au centuple, en faisant fructifier vos sueurs au delà de vos espérances. C'est là, sachez-le bien, la véritable fraternité. Tout n'est pas dit, lorsqu'on a écrit en grosses lettres : FRATERNITÉ. Il faut autre chose encore : pratiquer la fraternité, c'est souffrir, c'est se priver pour son frère ; c'est prendre une partie de son propre bien, de son repos, de son bonheur et les lui consacrer. La fraternité n'est pas un droit, mais bien une vertu que la religion commande, et qu'elle seule peut inspirer. »

Adrien de Gaudemar
Discours à la distribution des prix, école de St-Paul, 1856.

Source

Le Moniteur de l'île de la Réunion, 21 mars 1860
Almanach du diocèse de St-Denis, 1861.

Illustration : Armoiries de l'Empire

MS



**Anne-Mary
GAUDIN
de LAGRANGE**

11 octobre 1902 - 25 juin 1943

Poète

Anne-Mary Gaudin de Lagrange, «*la jeune fille mince et pâle*» est née accidentellement à Marseille le 11 octobre 1902 lors d'un voyage de ses parents. D'ascendance provençale par son père et écossaise par sa mère — son grand-père Francis Vetch avait épousé à Bourbon, Claire Pajot — son prénom est un trait d'union entre ces deux pays.

A l'âge de 3 ans sa famille s'installe aux Seychelles où elle restera 15 ans. Son enfance est bercée par les paysages granitiques et coralliens de l'archipel. Son père, Michel Gaudin de Lagrange rendit un réel service aux Seychelles en y mettant au point la distillation de l'essence de feuilles de cannelier. Cette production deviendra une des bases de l'économie seychelloise.

Elle rentre avec ses parents et ses deux sœurs dans la Grande Case de Beaumont en 1921. Entre un père, aristocrate sucrier ruiné et sa belle-mère Sophie, jeune, belle et pieuse, Anne-Mary s'enfonce dans un mutisme amoureux. Un fiancé tombé pour la France ? Elle se sentait «*veuve vierge*» à 16 ans. Elle séjournera 2 ans en France de 1924 à 1926.

Après un baccalauréat de philosophie passé tardivement au lycée Leconte de Lisle et des études de droit vite abandonnées, Anne-Mary épanche sa mélancolie dans la poésie et la spiritualité. Encouragée par son oncle Auguste de Villèle, Mme Thérèse Troude, professeur au lycée et le poète mauricien Robert-Edward Hart, elle écrit et publie ses poèmes. Elle découvre, en lecture, l'Inde et Tagore. «*Femmes de lettres*» sensible, gênée dans son élocution par une malformation, affirme Paul Verguin, elle s'enthousiasma pour la cause de l'indépendance de l'Inde.

En juillet 1933, la revue culturelle mauricienne *L'Essor* publia des poèmes d'Anne-Mary et elle se rendit à Maurice en novembre 1934. Robert-Edward Hart lui réserva un accueil affectueux. En 1938 lors des fêtes du bicentenaire de St-Denis, Hart se rendit à Beaumont rencontrer la jeune fille triste.

Elue comme membre correspondant à l'Académie de la Réunion le 8 décembre 1938, elle s'intéressa à l'histoire de la commune de Ste-Marie.

GAUDIN Anne-Mary

La fin de son existence est difficile. La guerre a accentué les ennuis matériels de sa famille ruinée. Elle meurt le 25 juin 1943.

«La Grand' Case est très douce à ses hôtes ; elle est douce à leur lassitude et douce à leur labeur ;
Sur les cœurs inquiets, les fronts lourds de pensées elle pose ses mains d'Aïeule».

A.M. Gaudin de La Grange - *Poèmes pour l'île Bourbon*

Bibliographie

- *Reflets d'âme*, Ed. Millington Limited, Hong Kong, 1939
- *Poèmes pour l'île Bourbon*, Impr. de l'Imerina, Tananarive, 1941

Source

Grand Livre d'Or de la Poésie Réunionnaise, St-Denis, Conseil Général de la Réunion, 1990

Photo : Anne-Mary Gaudin (*Archives Départementales de la Réunion*)



Jules GESLIN

23 mai 1811 - 27 novembre 1860

Homme politique
Avocat
Magistrat

Fils de François-Marie Geslin, propriétaire, et de Geneviève-Suzanne-Zéloïse Bruguier, François-Jules Geslin est né à St-Denis le 23 mai 1811.

Après des études au collège Royal de Bourbon, il partit à Paris faire son droit. Les événements de 1830 dans la capitale perturbèrent quelque peu le bon déroulement de ses études. Il retourna à l'île natale en 1832. Il avait alors à peine 22 ans. Il prit la succession du cabinet de Maître Legoff, un des plus brillants avocats du moment.

Le 23 septembre 1841, après une longue carrière au barreau, il fut appelé par le gouverneur de Hell à faire l'intérim aux fonctions de deuxième substitut du procureur général. Par l'ordonnance du 13 septembre 1842, Jules Geslin devint premier substitut à la Cour.

Nommé conseiller à la Cour en juin 1846 sur proposition du procureur général Ogé Barbaroux, le jeune magistrat fit valoir ses qualités.

Son incursion dans la vie politique locale date de 1841 quand il représenta St-Denis au Conseil Colonial. Il siégera pendant 25 ans comme élu aux collectivités territoriales : Conseil Général et Conseil Municipal de St-Denis. Sa popularité fut telle que le samedi 12 mars 1842, il fut élu en tête de liste des élections au Conseil Colonial. Il obtint 235 voix battant Testart (168 voix) l'ancien président du Conseil. Les autres élus étant Bellier de Villentroy (212 voix), Malavois (190 voix), Auguste Brunet (188 voix), Chassagne (176 voix).

En 1851 à la mort du procureur général Massot, il fut choisi par le gouverneur Doret pour exercer l'intérim à ce poste sensible. Il exerça la même fonction en 1860 après le départ du titulaire M. Beret.

Chevalier de la Légion d'honneur, il meurt subitement le 27 novembre 1860.

HOMMAGE DE LA PRESSE LOCALE

"La colonie vient de faire une perte cruelle. Nous venons d'apprendre que M. Geslin a succombé aux suites d'une maladie qui a trahi les efforts de la science et les espérances de ses amis.

Nous regrettons de ne pouvoir aujourd'hui qu'annoncer le deuil dont la Colonie est frappée, sans avoir la douloureuse consolation d'apprécier les vertus civiques et privées d'un créole d'élite, d'un magistrat intègre et dévoué qui a su acquérir les profondes sympathies de tous ceux qui l'ont connu".

La Maille, 29 novembre 1860

Source

Monforand in *Album de la Réunion*, Roussin

Illustration : Jules Geslin (Jibé)



Lucie GESLIN-CAMPENON

24 avril 1822 - 27 décembre 1959

Poète

Fille de Jules Campenon, secrétaire général du gouvernement, et de Fanny Adam de Villiers, Lucie est née le 24 avril 1882 à St-Denis. Elle sera l'aînée d'une fratrie de treize enfants. Enfance aisée, heureuse et mondaine !

En 1905, Lucie rencontra, à Hell-Bourg, Honoré Geslin, Réunionnais installé à Antalaha à Madagascar. Ils se marièrent et s'installèrent en 1906 sur l'exploitation située sur la côte Est de Madagascar. De 1906 à 1913, Lucie Geslin délaissa la brousse malgache pour donner naissance à ses quatre enfants à la Réunion. Son mari la retrouvant à St-Denis dans une villa acquise à la rue de Paris.

En septembre 1914, Lucie Geslin retrouve Antalaha avec Caroline, la sœur d'Honoré, qui s'y installe comme institutrice. En 1917, Honoré Geslin meurt, laissant Lucie avec des enfants en bas âge. Refusant d'abandonner l'œuvre de son mari, elle décide de rester à Madagascar. Elle devient chef d'exploitation, se lançant dans la culture du café, de la vanille, du girofle et de la cannelle. Bientôt elle se trouve à la tête d'une entreprise agricole florissante.

Lucie Geslin-Campenon se passionna pour l'écriture et la vie culturelle. Membre de la Société des Sciences et Arts de la Réunion en 1922, elle publia régulièrement dans le Bulletin de cette association. Jean Ozoux qui fut à l'initiative de la publication d'un certain nombre de ses poèmes dans la *Revue Culturelle Réunionnaise* a souligné la finesse de son écriture :

"La sûreté du style, la pureté des évocations, l'observation naturelle des règles de la prosodie nous donnèrent à penser que Lucie était un écrivain de valeur".

Les recherches d'Ozoux permirent de trouver chez la fille de Lucie un manuscrit inédit (*Au fil des Jours, Simples Feuilles*) comprenant de petites pièces ou de longues poésies descriptives sur des paysages réunionnais ou malgaches.

Lucie Geslin-Campenon meurt à Antalaha le 27 décembre 1959. Ses restes seront transférés à St-Denis.

LES LETCHIS

Alors que le soleil brûle l'aride plaine
Où le gazon roussi achève de mourir,
Des grands arbres touffus descend l'ombre sereine
Sous le rouge manteau des fruits qui vont mûrir.

Les grappes de rubis s'étagent jusqu'au faite,
Le feuillage est lustré comme un sombre velours.
On croirait voir dans l'air, dressé pour quelque fête,
Cet antique velum de pourpre des grands jours.

Parfois des fruits trop mûrs se détachent des branches
Et roulent sur le sol, larges gouttes de sang...
D'autres se sont ouverts, offrant leur pulpes blanches.
Si ce n'est à l'oiseau, aux lèvres du passant.

Et ceux qui tout meurtris reposent sur la terre
Comme sous le pressoir laissent couler leur vin
Pour que de ce ferment, insondable mystère,
Puisse sortir encore un breuvage divin !

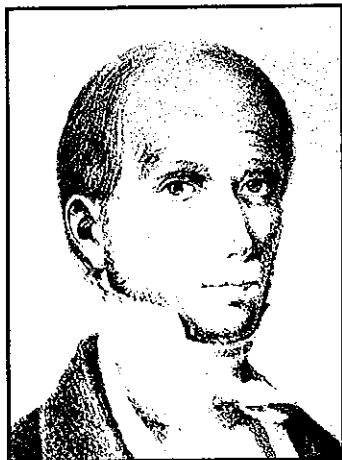
Enfin, quand vient le soir avec ses ombres grises,
Mille chansons d'amour montent de leurs rameaux
Car ils gardent les nids aux tendresses exquises
Et de tous leurs trésors, ceux-là sont les plus beaux.

22 novembre 1923
Lucie Geslin-Campenon

Source

Jean Ozoux in *Hommes et Destins*, Académie des Sciences d'Outre-Mer, Paris, 1975

Illustration : Lucie Geslin-Campenon (*Archives Familiales*)



Louis Stanislas Xavier **GIMART**

20 décembre 1780 - 25 septembre 1846

Inventeur sucrier

Né à Beauvais (Picardie) le 20 décembre 1780, Louis-Stanislas-Xavier Gimart arriva à Bourbon en 1810 en forçant le blocus anglais. D'ailleurs le vaisseau qui l'amena préféra s'échouer sur les sables de St-Paul plutôt que d'être capturé par un navire de guerre anglais. Gimart perdit tous ses bagages dans ce naufrage. Il fut accueilli par Mme Omblin Desbassayns.

Cet autodidacte de génie obtint un emploi dans une maison de commerce de St-Denis. Son ardeur au travail et son intelligence furent remarquées pendant la douloureuse période de la conquête anglaise. En 1815, il épousa la sœur de Prosper de Greslan, magistrat et homme politique influent de l'île, chef du lobby antiabolitionniste. Grâce à l'appui de sa belle-famille, il devint propriétaire sucrier à Ste-Suzanne. Il devait alors donner libre cours à ses instincts inventifs pour améliorer le procédé de fabrication du sucre.

La légende voudrait qu'un soir, comme Archimède, il se leva en criant : «J'ai trouvé». Il venait d'inventer la fameuse *batterie Gimart* qui allait révolutionner la production sucrière. Le principe est simple : il va regrouper trois opérations séparées (la défécation, l'évaporation et la cuite) sous un même feu. L'économie est appréciable ; cinq hommes vont faire le travail de dix-huit avec moins de combustible et les gains en productivité et en temps seront importants. Toute sa vie il va s'ingénier à améliorer son invention.

Alors que l'économie sucrière s'en trouvera renforcée, Gimart ne fera pas fortune avec sa découverte. Il fit le tour de l'île et installa gratuitement sa batterie.

Ses autres inventions eurent également un impact considérable sur l'activité agricole : un alambic pour la confection des rhums, l'aménagement des pentes accidentées, la préparation de compost. Gimart donna de son temps, s'endetta et pire, compromit sa santé. C'est sûr, il eut droit à la considération publique, à une médaille du ministre de la Marine et des Colonies (1827) à un banquet de la commune de Ste-Suzanne. Des soucis divers aggravèrent le mal dont il souffrait.

Le 25 septembre 1846, il succomba à une hémorragie. Il est mort pauvre après avoir fait la fortune des autres.

AVANT GIMART

Comme toutes les industries naissantes, celle de la fabrication du sucre fut longtemps à Bourbon à l'état d'imperfection. Ce qui le prouve, c'est le défaut d'uniformité dans les premiers moyens employés. On voyait, pour ainsi dire, tous les systèmes marcher de front et se heurter : les moulins à bras, à vent, à eau se touchaient. C'était une bigarrure singulière. On n'avait point adopté comme aujourd'hui un mode régulier de fabrication.

Pour la cuisson du vesou, l'obstacle était bien plus grand encore ; là tout était à faire ; c'était en quelque sorte l'écueil de la fabrication sucrière, l'énigme qui exerçait le talent des hommes spéciaux. Quand on pense qu'il fallait à cette époque dix-huit hommes pour cette seule partie ; une dépense énorme de combustible ; qu'on était obligé quelquefois de retarder, pour équilibrer les opérations, la cuisson du vesou par l'addition de l'eau qu'il fallait ensuite faire évaporer, que souvent on ne parvenait à tirer que deux cuites en un jour, on se rend compte du progrès réel apporté par l'homme dont nous faisons aujourd'hui l'éloge.

A. Vinson, *Album de la Réunion*

Source

Auguste Vinson in *Album de la Réunion*, St-Denis, Roussin, 1860

Illustration : Xavier Gimart (A. Roussin, *Album de la Réunion*)

François GONNEAU de MONTBRUN

1726 - ?

7 février 1726 - 5 janvier 1767

Premier prêtre créole

François Gonneau de Montbrun naquit en 1726 à St-Paul. Avec son frère cadet Paul, il suivit les cours dispensés par le père Monet, curé de la paroisse. En effet, dès 1712, un accord fut signé entre la Compagnie des Indes et les Lazaristes stipulant que la congrégation de la mission assurerait désormais le service religieux à Bourbon. Les premiers Lazaristes arriveront en décembre 1714 et cumuleront les tâches de pédagogue et de pasteur. Parmi les cinq lazaristes, le père Abot affecté à St-Paul baptisera François Gonneau. De 1717 à 1815, ils seront chargés du spirituel et du scolaire dans l'île. Ils vont naturellement susciter des vocations auprès de la jeunesse créole.

François et Paul répondront avec joie à l'appel de Dieu. En août 1748, ils confirmeront leur volonté de rentrer dans les ordres. Ils entameront leurs études théologiques à la maison de St-Lazare à Paris le 16 avril 1750. Ils y feront bonne impression et se rendront «également agréables et estimables».

Début 1751, Paul contracta une fièvre maligne et mourut. Très affecté par cette disparition, François qui souffrait beaucoup des rigueurs du climat, fut envoyé dans la tiédeur d'Avignon. En septembre 1751, il fut ordonné prêtre. Ce sera le premier prêtre créole (Réunionnais).

Après les premiers pas dans le sacerdoce à Vannes et à Port-Louis près de Lorient, il embarque pour l'île natale.

Son vaisseau ayant fait escale à l'Isle de France avant de regagner Bourbon, il exerce à Pamplémousse et à Port-Louis pendant un mois (mi-mai à mi-juin 1752), salué du titre de «premier prêtre indigène des îles». Il s'installe ensuite à Bourbon.

Il exerce successivement comme vicaire à St-Benoît puis comme curé à St-André. Il meurt à une date indéterminée à St-Paul, sa paroisse d'origine.

Dans une lettre en date du 15 février 1754 à Mgr Teste, préfet apostolique, le général de Bras écrivait : «Ce que vous me marquez de M. Gonneau, de son heureuse arrivée, et de sa bonne et sage conduite dans la traversée, de ses bonnes dispositions pour l'acquisition des fonctions du saint ministère, de la douceur de son caractère, de l'édification constante qu'il donne à ses confrères et à ses compatriotes (est) une cause de satisfac-

GONNEAU de MONTBRUN

tion des plus sensibles ... Je souhaite que sa santé toujours bonne se conserve pendant le cours d'une longue vie pour le bien de la colonie.»

«Il y a (à Bourbon) deux jeunes gens (il s'agit des frères Paul et François Gonneau) qui ont eu le bonheur d'être élevés par une mère très vertueuse et ils sont depuis longtemps entre les mains de M. Monnet qui les fait étudier et qui est très satisfait de leur piété et de leurs progrès dans les sciences. Ces deux frères baptisés par M. Abot, ont sucé avec le lait maternel une tendre dévotion envers notre saint instituteur (St-Vincent de Paul) et ils nous demandent à être reçus au nombre de ses enfants...»

Mgr Conty, supérieur général, 1^{er} janvier 1741

Source

Mgr J. Mamet, *Dictionnaire de biographie mauricienne*, P. Louis, Sté de l'Histoire de l'Île Maurice

Illustration : Eglise de St-Denis, 1746 (Grelot)



Louis-Henri Le François **de GRAINVILLE**

20 septembre 1734 - 28 janvier 1797

Militaire

Fils de Jacques-Romain Le François de Grainville et de Marie-Sébastienne Artur, Louis-Henri de Grainville est né à St-Denis (île Bourbon, la future la Réunion) le 20 septembre 1734. Ses parents quittèrent l'île natale quelques semaines seulement après sa naissance pour l'Isle de France à bord du *Jupiter*.

À l'âge de 9 ans, il entra comme cadet d'artillerie, le 4 octobre 1743, au service de la Compagnie des Indes. Le 21 août 1750, il fut reçu enseigne d'artillerie. Le mois suivant, il subit son baptême du feu à Madagascar.

Le 24 décembre 1754, sur l'instigation de la Reine-mère, la population de l'île Sainte-Marie se souleva contre Béti qui avait offert l'île à la France en 1750. Les Français furent massacrés, et Béti, chassée, se réfugia à l'Isle de France. Grainville fera partie de l'expédition de *"maintien de l'ordre"*, le 25 septembre 1755, pour rétablir la souveraineté française. Nommé sous-lieutenant le 2 septembre 1756, puis lieutenant d'artillerie en septembre 1758, il s'illustra dans les campagnes françaises à Madagascar et aux Indes.

En 1758, Louis-Henri de Grainville se battit dans l'escadre de d'Aché. Il fit preuve de bravoure au siège du Fort Saint David (mai 1758) et de Madras (décembre 1758 - février 1759). Il retourna à l'Isle de France auréolé d'héroïsme.

Le 19 décembre 1767, il fut nommé capitaine des milices au quartier des Plaines Wilhems au centre de l'île. Cette position stable et sédentaire permit au créole bourbonnais d'épouser le 1er août 1768, Marguerite Pitois, fille de Marc Pitois, médecin conseiller du Roi. Le mariage fut prononcé au Port-Louis. Le couple eut neuf enfants, avant la mort de Marguerite le 11 juin 1786.

Le 15 octobre 1769, il devint major des troupes et commandant du quartier des Plaines Wilhems.

Quand éclata la Guerre de l'Indépendance Américaine (1778-1783), la France se rangea résolument du côté des colons des Amériques contre leur puissance coloniale, l'Angleterre. Dans l'océan Indien, la France souhaitait tirer parti des difficultés anglaises sur le front américain pour enfin tenir sa revanche après la défaite de la Guerre de Sept Ans (1756-1763) et le retrait des Indes. Louis de Grainville fut envoyé aux Indes chez

GRAINVILLE (de) Louis-Henri Le François

les potentats locaux hostiles à l'Angleterre pour tenter de les soulever. Il ne semblait pas doué pour la diplomatie de l'intrigue et sa mission fut en échec.

Décoré de la Croix de Saint-Louis (le 5 avril 1778), il se remaria le 17 septembre 1787 à Anne-Jeanne Souvestre de la Roche. Il mourut au Port Louis (Isle de France) le 28 janvier 1797, criblé de dettes, sans avoir revu son île natale.

BÉTI

« Pendant que M. Barthélemy David était gouverneur de l'île de France, la princesse Béti ayant succédé, à Foulpointe, à son père Tamsimalo, dont l'intention avait toujours été de favoriser l'établissement d'un comptoir français sur la côte orientale de Madagascar, et reconnaissant elle-même l'avantage qui en résulterait pour ses sujets, en fit faire la proposition à ce commandant, et sur la déclaration de M. David qu'un comptoir français ne pourrait y être établi qu'autant qu'il serait fait un abandon total et sans restriction de l'île de Sainte-Marie, de son port et de l'îlot qui le ferme, la reine Béti, accompagnée de sa famille et des principaux personnages de son royaume, s'embarqua sur le vaisseau français *Le Mars*, commandé par M. de Villiers, pour se rendre à l'île de Sainte-Marie, où elle fit, le 30 juillet 1750, la cession solennelle de cette île au roi de France, et aussitôt M. de Villiers, en vertu des ordres qu'il avait reçus, fit reconnaître M. Gosse, commandant à Sainte-Marie. Le pavillon blanc fut arboré et salué par les acclamations de l'équipage et l'artillerie du vaisseau. »

F. Magon de St-Hélier (Isle de France)

Source

Noël Régnaud, *Dictionnaire de Bibliographie Mauricienne*.

Illustration : Virginie et l'esclave fugitive (B. de St-Pierre / Curmer)

MS



Auguste GREMION

26 mai 1912 — 17 juillet 1964

Curé-doyen de St-André

Fils d'Arthur Grémion et de Lucie Russieu, Auguste Grémion est né le 26 mai 1912 à Montreux dans le canton de Vaud (Suisse). De cette famille de dix enfants, deux fils seront prêtres à la Réunion — Auguste et Robert, son aîné de deux ans qui sera curé à la Montagne.

Après des études primaires effectuées à Gruyères, il partit à Saint-Maurice puis à Alex dans la Drôme pour des études secondaires. Ressentant l'appel de la vocation, il entra au noviciat des pères du Saint-Esprit à Neufgrange en septembre 1931. Il y fit sa profession religieuse le 8 septembre 1932. Il poursuivit son cursus philosophique et théologique à Mortain (La Marche) et à Chevilly-la-Rue. C'est dans ce grand scolasticat des pères du Saint-Esprit qu'il fut ordonné prêtre le 29 septembre 1938.

La guerre éclata l'année suivante et empêcha le père Grémion de partir dans les missions à l'étranger. Il passera les trois prochaines années comme professeur dans le petit scolasticat du Bouveret en Suisse. En 1943 il partit pour le Cameroun ; il y passa 14 ans et compromit sa santé. Une nouvelle affectation lui fut proposée. Il arriva à la Réunion le 25 septembre 1957 où il retrouva son frère aîné Robert qu'il n'avait pas revu depuis 20 ans.

Le père Auguste Grémion sera successivement curé de St-Benoît, de la Rivière des Pluies et de Bras Panon. En septembre 1959, il est nommé curé-doyen de St-André en remplacement du père Giroud décédé le 22 septembre 1959.

Avec son vicaire, le père Répond, le père Grémion va se consacrer à la population saint-andréenne et surtout à la construction de la nouvelle église paroissiale. Le cyclone de janvier 1960 précipitera la mise en chantier. La « première pierre » est posée par Monseigneur de Langavant le jour de la fête de la Sainte-Trinité. Le cyclone Jenny du 28 février 1962 retardera le chantier. Enfin le dimanche 13 octobre 1963 à l'occasion de son Jubilé sacerdotal, le père Grémion célèbre la première messe à 16 heures dans la nouvelle église en présence d'une assistance « record ». La finition intérieure prendra encore du temps ; un temps qui sera compté pour le père Grémion...

Le matin du 17 juillet 1964, alors qu'il recevait des paroissiens à son bureau de la cure, il est terrassé par une attaque cardiaque. La fatigue avait eu raison de son

ie
la
ri-
ll
ût

te
ll
à
je
en
!8
le
de
de
on
de
30
en
iet

vir
is-
en
ar
ne
de
ns

ré-
à

GREMION Auguste

dévouement. Ainsi mourait le père Auguste Grémion, âgé de 52 ans, après 26 années de sacerdoce et 32 années de vie religieuse.

L'ADIEU DE SAINT-ANDRÉ

« La foule qui est venue samedi à l'enterrement du père Auguste Grémion a été un témoignage de l'affection de toute une population à laquelle il s'est donné corps et âme. Le père Grienenberger, vicaire général et du même noviciat que le défunt, fit la levée du corps et la conduite au cimetière. Dans la nouvelle église de St-André, que le père Grémion avait l'intention de faire solennellement consacrer dans peu de temps, la messe d'enterrement fut célébrée par le père Woillez, représentant le supérieur des pères du St-Esprit à la Réunion assisté du père Rigollet et du père Coupy, tous deux compatriotes du père Grémion ».

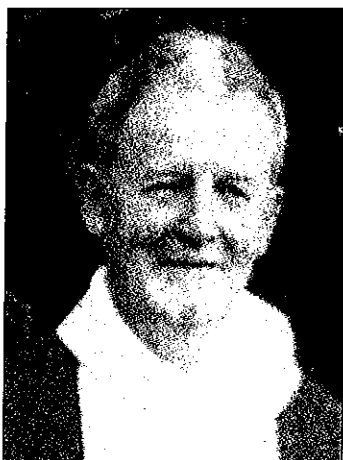
Revue de presse, 26 juillet 1964.

Source

Emile Baptiste, *St-André Ma Paroisse*.

Illustration : Auguste Grémion (coll. Privée)

MS



Etienne GRIENENBERGER

27 avril 1912 — 18 décembre 1997

**Prêtre
Défenseur des défavorisés**

Fils d'Isidore Grienenberger, cultivateur et de Philomène Keppi, Etienne Grienenberger est né le 27 avril 1912 à Steinsoultz dans le Haut-Rhin. Appelé par la vocation peu après ses études, il fit sa formation religieuse chez les missionnaires spiritains, successivement à Blotzheim, Saverne, Neufgrange, Mortain et à Chevilly-la-Rue. Il y fut ordonné prêtre — heureux présage — par un évêque originaire d'Haïti le 27 août 1939.

Mobilisé en 1939, il est prêtre-soldat sur le front de l'Est près du Rhin. Il intercepte et déchiffre les messages en allemand. Démobilisé en 1945, il est envoyé à Haïti. Il s'investit dans le secteur de l'éducation. Nommé supérieur local des spiritains de 1953 à 1959 il créa une émission radio, un journal du dimanche et surtout un nouveau collège de 1200 élèves. Nommé chanoine de la cathédrale de Port-au-Prince, il est expulsé en 1959 par le dictateur Duvalier (*Papa Doc*). Il est nommé à la Réunion où il arrive le 28 octobre 1960. Il devient curé de St-Jacques et le restera jusqu'en 1991. Grâce à lui le quartier vit une véritable révolution culturelle : construction et animation d'un foyer de jeunes inauguré le 16 décembre 1967, développement de l'éducation populaire et de l'éveil artistique (théâtre, danses, chants), formation ménagère des femmes. Mais son engagement prioritaire est auprès des plus défavorisés : les Sans-Domicile-Fixe (SDF) de St-Denis. La soupe populaire de St-Jacques animée par des bénévoles sert jusqu'à 280 repas par jour en 1987. Il construit un abri de nuit pour les SDF. Transformée en *Restaurant de l'amitié* le 15 décembre 1990, la soupe populaire de St-Jacques permet aux exclus de ne pas mourir de faim dans la plus importante ville de l'outre-mer français.

Bâtisseur, le père Grienenberger fit construire l'église de la Trinité pour desservir la nouvelle cité des Camélias, et le monastère des Moniales Dominicaines, reconnaissable à sa flèche en béton. Le père Grienenberger avait fait construire aux Camélias en chantier bénévole, une première chapelle en filaos, bénite le 5 décembre 1961 par Monseigneur Guibert. Elle fut détruite par le cyclone *Jenny* de février 1962. Curé d'une paroisse « *pauvre mais généreuse* », il fit construire la nouvelle église dans un jardin de cocotiers pour 25 millions de F CFA (500 000 F). Soixante tonnes de fer s'élevant dans le ciel « *et chantant les gloires de Marie* », Notre Dame de la Trinité.

Se préoccuper des lieux sacrés ne fit pas oublier au père Grienenberger la décré-pitude d'une grande partie des faubourgs de St-Denis. C'est lui qui fit découvrir à

GRIENENBERGER Etienne

Michel Debré, nouveau député de la Réunion en 1963 la situation de détresse des gens qui vivaient dans les bidonvilles de Vauban. Il aura été — avec Paul Hoarau — le déclencheur des mesures anti-bidonvilles. Pour son engagement social, il a reçu l'hommage de la Nation. Chevalier de la légion d'honneur en 1967 — puis officier en 1991 — officier de l'Ordre national du Mérite en 1972 — puis commandeur en 1981, il se retire en 1991 à la cure de Ste-Clotilde. Il continue jusqu'à sa mort à offrir ses services.

Il meurt le 18 décembre 1997 à l'âge de 85 ans. « *homme de foi au rayonnement social, (il) aura marqué de son empreinte l'évolution d'une bonne partie de St-Denis* ».

C'ÉTAIT UN APÔTRE.

C'est avec des curés comme lui que le Bon Dieu a encore un avenir. Il ne se contentait pas de distribuer l'Hostie, le Corps-pain du Christ, la bonne parole, il mettait les mains dans la pâte et le levain pour donner à manger aux plus déshérités. C'est avec des curés comme lui, qui ne se satisfont pas d'un Dieu qui serait dans le ciel, que l'Eglise a encore un avenir. Car lui ne disait pas : « *Tu es pauvre ? laisse. Le Royaume t'appartiendra* ». La pauvreté l'offusquait, et ne se contentait pas de mots et de prières, il donnait le gîte et le couvert à celui qui avait sommeil ou faim. Ce n'était pas un béni-oui-oui de Dieu. C'était un apôtre. Le père Bernachon et les anciens - au ciel ou encore dans cette galère de vie du « Restaurant de l'amitié » du quartier Saint-Jacques à Saint-Denis, auront une pensée pour lui le soir et le midi du festin de Noël. Juste une pensée, siouplé.

J-L Rabou Quotidien de la Réunion

Source

- *Eglise à la Réunion*, n° 216, 4 janvier 1998.
- *Le Quotidien de la Réunion*, 19 décembre 1997

Illustration : Etienne Grienemberger (coll. privée)

MS



Mgr Georges GUIBERT

5 septembre 1915 - 30 septembre 1997

Evêque de la Réunion

Georges Guibert est né à Paris, le 5 septembre 1915. Ses études secondaires terminées, il entre en 1933 au Grand Séminaire de Versailles, avant le service militaire au 93^e régiment d'artillerie de montagne de Grenoble. En 1937, il intègre le noviciat d'Orly et fait profession religieuse dans la congrégation des Pères du Saint-Esprit le 8 octobre 1938. Il est ordonné prêtre en l'église de Chevilly-Larue, le 10 août 1941.

Attiré par l'Afrique, il s'embarque pour l'aventure en 1942, direction le Sénégal. De fin 1942 à 1945, il est aumônier du lycée de Dakar et curé de l'île de Goué. Après un « apostolat en brousse », il rentre en Métropole où il est attaché à la Procure Générale de Paris, de juin 1946 à décembre 1949. Il est nommé par le pape Pie XII évêque titulaire de Dices et auxiliaire du vicaire apostolique de Dakar, le futur prélat intégriste Mgr Lefèvre, qui le sacre le 19 février 1950. Il n'a que 34 ans. Sur les ammoiries du nouvel évêque, la devise « *Dilatentur Spatia Caritatis* » : (Que s'élargisse la charité...)

Dix ans plus tard, en 1960, cap toujours plus au sud: Mgr Guibert est nommé évêque de la Réunion, en remplacement de Mgr de Langavant. Le mercredi 8 mars 1961 à 22h40 Mgr Guibert débarque à Gillot. Malgré l'heure tardive, des centaines de Dionysiens acclament leur évêque, accueilli avec faste par le maire, Gabriel Macé. Le 9 mars à 18 h, il est solennellement intronisé en sa cathédrale de Saint-Denis. Cet homme de haute taille aura bien besoin de toute son énergie pour diriger le diocèse de la Réunion, à une époque charnière de l'histoire de l'Eglise. Comme le racontera ensuite Gilbert Aubry : « *Mgr Guibert a eu toutes les peines du monde, parce qu'il est arrivé au plus mauvais moment. Ce fut l'époque des premiers remous avec Mgr Lefèvre, supérieur de la congrégation des pères du Saint-Esprit, l'époque de l'application des directives de Vatican II : passage du latin au français, abandon de la soutane... A la Réunion, la question de l'identité locale monte à la surface et marque diversement le clergé local. Les heurts étaient inévitables et il était difficile à un évêque, quel qu'il fût, de tracer des lignes d'avenir. L'essentiel était de tenir la situation et Mgr Guibert l'a fait parce qu'il avait le dos large. Ce fut un épiscopat de transition...* »

Mgr Guibert devra également affronter les réalités de politique locale, dans une période où le manichéisme régnait : il y avait les bons et les méchants... L'évêque prendra ainsi la défense du pere Cardonnel, un dominicain « dérangeant », assistera (sans

Mgr GUIBERT Georges

doute avec tristesse) à l'expulsion du père Reynolds Michel, un prêtre jugé trop « subversif », devra subir les « insolences » du groupe « Témoignage Chrétien » et verra même deux charges explosives (!) provoquer des dégâts aux églises de Tan Rouge et de la Saline, en 1973.

Après vingt-cinq années d'épiscopat, dont quinze passées à la Réunion, après avoir initié la Conférence Episcopale de l'océan Indien, Mgr Guibert démissionne le 20 février 1975. Le 28, l'éditorialiste de « Croix-Sud », un certain Gilbert Aubry, lui rend hommage : « Dans la lourde tâche qui a été la sienne, on retiendra surtout de Mgr Guibert l'image d'un homme aux épaules larges, qui a su encaisser les coups durs, tenir bon dans l'adversité et manifester une réelle bonté à l'égard de ses prêtres à qui il laissait une réelle liberté. » Avant de quitter sa charge, Mgr Guibert proposera à Rome la « promotion » d'un prêtre originaire du pays : ce sera chose faite le 28 janvier 1976, avec la nomination du père Gilbert Aubry comme premier évêque réunionnais.

Le 2 mai, le dernier évêque « z'oreille » impose ses mains sur la tête du premier évêque créole... Sa tâche accomplie, Mgr Guibert s'en va discrètement remplir les fonctions d'aumônier de l'hôpital St-Jean-de-Dieu à Paris. Il reviendra assez régulièrement visiter son ancien diocèse, il sera là en 1989 pour la venue de Jean-Paul II et en 1996, pour la dernière fois, pour la messe de l'Ascension au Maïdo.

Décédé le 30 septembre 1997, à l'âge de 82 ans, Mgr Guibert sera inhumé le 3 octobre à Chevilly-Larue, dans le Val-de-Marne. Trois jours plus tard, une messe de requiem rassemblera les prêtres du diocèse et plusieurs centaines de personnes en la cathédrale de Saint-Denis.

UN CLOCHER ET UN PRÊTRE

« Chères familles chrétiennes, écoutez bien le premier appel de votre évêque. Si jamais un jour le Seigneur frappe à votre porte, s'il demande votre fils, s'il demande votre fille, donnez-les lui. Demandons chaque jour au Seigneur de trouver dans cette île les prêtres zélés qui désirent venir nous aider à mettre davantage le Christ dans notre vie, à éclairer davantage notre foi pour la vérité. Combien ce diocèse serait beau si, dans toutes les paroisses qui ont à l'heure actuelle un clocher sans avoir un prêtre, je pouvais répondre à cette angoisse de tant d'âmes qui attendent la vérité et qui désirent un pasteur. Ce soir, mes chers frères, de tout mon cœur je vous bénis. Mon vœu est que nous restions véritablement toujours dans cet esprit de famille. » Sint unum ! Que nous soyons un... »

Premier discours de Mgr Guibert, évêque de Saint-Denis (9 mars 1961).

Source

« JIR », « Quotidien » (1960- 1997) (Archives Départementales) « Le Mémorial de la Réunion » (Ed. Martinsart)

Illustration : Mgr Guibert (Archives de l'Evêché)

BF

IS

Théodose DE GUIGNE

Juillet 1799 - 5 juillet 1832



Prêtre abolitionniste

Fils de Joseph la Cerisaye de Guigné et d'Anne-Marguerite Baillif, Marie-Joseph Théodose naquit à St-Leu en juillet 1799. Il fit ses études primaires et secondaires à l'île Bourbon. Il eut la chance de bénéficier de l'établissement éducatif de M. Étienne Gallet à St-Denis.

En 1818, on annonça l'arrivée dans l'île de Mgr. Perrocheau, évêque de Maxula, en route pour la Chine. C'était un événement religieux important qui allait déterminer la suite de son existence. Théodose en profita pour faire sa confirmation ; il avait 19 ans. Sa décision était prise ; il sera prêtre. Son père s'y opposa formellement.

Pour donner le change à ses idées, son père lui donna des maîtres de dessin, de musique, de danse et d'escrime. Il profita de toutes les occasions pour le conduire dans "le grand monde". Il lui évoqua des alliances "honorables". Tout fut inutile. Son père lui fit un marché : il ferait son droit d'abord et deviendrait avocat, après il aviserait...

Théodose de Guigné accepta le marché. Il partit pour Paris. Son père lui avait ouvert chez un banquier de Paris un crédit illimité. Il se lia avec Adolphe Dupuch, avocat à Bordeaux et finit par terminer brillamment ses études juridiques et obtenir son diplôme d'avocat.

Les conditions mises par son père pour embrasser le sacerdoce étant accomplies, Théodose de Guigné entra au séminaire d'Issy près de Paris. Une fois ordonné prêtre, il ne voulut pas rester à Paris. A quelques semaines de la révolution de 1830, il s'embarqua à Bordeaux avec M. l'abbé de Solages, vicaire général d'Alby qui venait d'être nommé préfet apostolique de l'île Bourbon. L'abbé de Guigné débarqua dans l'île natale fin décembre 1830.

Son père, tout heureux de revoir son fils aîné décida de partager sur le champ ses biens entre ses enfants. L'abbé de Guigné reçut une habitation à la Rivière des Pluies avec une quarantaine d'esclaves. Il prit la résolution de les instruire avant de les affranchir. L'entreprise, si enrichissante sur le plan humain, tourna court et paralysa le fonctionnement de l'habitation. La démarche ruina également sa santé et il revendit sa propriété. Mais il se réservait le droit de poursuivre son action éducative.

GUIGNE (de) Théodose

Dans le diocèse, l'abbé de Guigné remplissait une double fonction. Il était vicaire à la paroisse de St-Denis (Cathédrale) auprès du père Collin et également secrétaire de Mgr. de Solages. Dix-huit mois après son arrivée, il était complètement épuisé. Le 28 juin 1832, il subit une première alerte : une congestion cérébrale le terrassa. Il sombra dans le délire. Il mourut le 5 juillet 1832 après une douloureuse agonie. Une foule imposante accompagna le troisième prêtre créole de l'histoire religieuse de l'île au cimetière de St-Denis où il repose dans le caveau familial.

PAS MURS POUR LA LIBERTÉ

« Tout en s'occupant activement de la paroisse de Saint-Denis, il n'oubliait pas ses chers esclaves. Les autres prêtres de la colonie étaient tourmentés, comme lui, du désir de les instruire et de les moraliser. Le plus grand obstacle qu'ils avaient à vaincre venait du côté des maîtres. L'abbé de Guigné n'eut pas sans doute à vaincre cet obstacle : il était tout à la fois leur maître et leur apôtre. Mais il eut à vaincre un obstacle d'autant plus insurmontable qu'il venait d'eux-mêmes. C'était leur indolence et leur paresse. Ils étaient accoutumés à être menés durement et n'obéissaient qu'à la verge. Quand ils virent qu'ils avaient affaire à un maître débonnaire, qui n'avait pour eux que des paroles douces, qui les traitait comme ses égaux, ils en abusèrent. Quand ils arrivaient de l'église ou du presbytère où il les réunissait pour les instruire, on ne pouvait plus les remettre au travail. N'ayant pas encore été initiés au grand acte de l'émancipation, comme ils l'ont été quelques années après, ils n'étaient pas encore assez mûrs pour la liberté. »

Almanach religieux

Source

Almanach Religieux du Diocèse de St-Denis

Illustration : Bas-relief du portique de la cathédrale de St-Denis (Roussin)

MS



Gabriel GUIST'HAU

22 septembre 1863 - 27 novembre 1931

Député-maire de Nantes
Ministre du Commerce et de l'Industrie
Ministre de la Marine
Ministre de l'Instruction Publique
et des Beaux-Arts

Fils de Constant-Emmanuel Guist'hau, aide-commissaire de la Marine et d'Alix-Antoinette-Caroline Henry, Gabriel naquit à St-Pierre de la Réunion le 22 septembre 1863.

Elève du lycée Leconte de Lisle, il fut obligé de partir pour la France "*par les nécessités ou les hasards de la vie*" comme il l'a écrit à Jean Chatel, maire de St-Denis.

Après des études de droit, il débute comme avocat à Nantes en 1885. La ville lui plaît. Il se marie le 29 septembre 1899 avec Reine-Louise Ficheret, fille de chapeliers nantais. Le couple aura cinq enfants : trois fils et deux filles. Et en 1908, le jeune Réunionnais est élu maire de Nantes. En 1910, à l'âge de 46 ans, il devient député de la circonscription nantaise avec 8218 voix, battant MM Hery (conservateur) et Combes (radical-socialiste). Il sera réélu en 1914, en 1919 et 1924. Il siège à la Chambre dans le groupe de la Gauche Républicaine Démocratique. La même année, il est nommé sous-secrétaire d'Etat à la Marine dans le gouvernement Briand. En 1912, Poincaré le nomme Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. L'année suivante, dans le nouveau gouvernement Briand, il prend le portefeuille du Commerce et de l'Industrie.

Le 18 février 1913, il assiste à l'Élysée à la transmission des pouvoirs présidentiels entre Armand Fallières et Raymond Poincaré. En 1920, la commission de l'Algérie, des Colonies et Protectorats nouvellement créée le choisit comme président. Ami intime de Briand, il était président de la Fédération des Mutualités de France.

"Il a le coup d'œil perçant et prompt, la parole vive, chaude et douce, l'argumentation nuancée et nette" écrit de lui *La Vie*.

En 1928 des problèmes de santé l'amènèrent à ne plus renouveler son mandat de député. Il meurt après une longue maladie le 27 novembre 1931 à Nantes, (le 28 novembre, dit le faire-part paru dans *Le Peuple*).

Le conseil municipal de St-Denis a, par délibération, donné son nom à l'ancienne rue des Sables.

LETTRE AU MAIRE DE ST DENIS

27 avril 1931
1 rue St Julien
Place Royale
Nantes

Monsieur le Maire et cher Compatriote,

Ma sœur m'a fait part de la décision du Conseil Municipal de donner mon nom à la rue des Sables. De mon lit où je suis retenu depuis de trop longs mois, je veux vous dire, sans tarder, mon bien cordial remerciement et vous prie de reporter à mes compatriotes, vos collègues du Conseil Municipal, l'expression de ma gratitude.

Si les nécessités ou les hasards de la vie ont fait de Nantes ma patrie d'adoption, et si je lui dois tant de résultats heureux, je n'ai jamais oublié ma petite patrie et je garde un souvenir fidèle et reconnaissant aux miens, à mes amis, à mon vieux lycée à qui je dois d'être ce que je suis et ma porte a toujours été ouverte à tous ceux-là qui venaient de "mon île".

Dites mon cher maire, ce sentiment fidèle et affectueux à tous et croyez à mes sentiments de profond attachement.

GUIST'HAU

Source

André Pigall in *Almanach du Journal de l'île de la Réunion*, 1956

Illustration : G. Guist'hau (Jibé)



Camille GUY

1860 - 22 mai 1929

Gouverneur de la Réunion

Camille-Lucien-Xavier Guy naquit à Saint-Vit dans le Doubs en 1860. Elève brillant, il fut lauréat du concours général. Après des études à la Sorbonne, notamment auprès de Marcel Dubois, il enseigna dans les Landes, de Gascoigne à Mont de Marsan puis au lycée Carnot à Paris. Il fut nommé par la suite chef du service géographique au ministère des Colonies. Le 21 mars 1908, il fut nommé professeur honoraire de l'Ecole Coloniale avant de prendre le gouvernorat du Sénégal.

Il arrive à la Réunion le 19 mai 1908. Volubile et imprudent, il suscitera de solides inimitiés. D'ailleurs son mandat sera très court. Dès le 9 novembre 1909, Jullien est nommé gouverneur par intérim.

Beaucoup d'événements vont marquer ce bref mandat. Une vague d'incendies fera croire à l'existence de « sorciers pyromanes » : Mais c'est surtout l'affaire Sitarane qui retiendra l'attention de la population. Autre drame sudiste, la jacquerie de Cilaos. Une partie de la population va se soulever pour réclamer la distribution gratuite des terres. Un meneur n'hésite pas à affirmer : « le gouverneur a dit des bêtises : la loi c'est nous ». Ce besoin de terres et le comportement désespéré de certains traduisent la pauvreté de l'île. D'ailleurs en 1909, la Chambre d'Agriculture, dans un rapport intitulé « Les Cahiers d'une Vieille Colonie » déclare « cette vieille colonie de la Réunion souffre du dédaigneux abandon dans lequel on la laisse. Elle souffre d'être méconnue et parfois calomniée. Elle souffre surtout de n'être même plus connue ».

Pendant ce temps ce gouverneur médisant a réussi à choquer tous les milieux et à faire l'unanimité contre lui. Il part « en congé » en 1910 et ne laisse aucun regret.

Rappel définitif ou départ en congé ? Il laissa longtemps planer l'incertitude. Candidat malheureux aux législatives dans le Midi, il fut rappelé en 1915 pour remplacer M. Poulet, gouverneur de la Martinique. Alors qu'il faisait l'intérim, il se porta candidat au siège de M. Knight, sénateur décédé de la Martinique. Ce fut un échec.

Nommé gouverneur honoraire en 1922, il poursuivit ses activités sociales et pédagogiques. Il fut commissaire de l'Afrique Occidentale Française à l'exposition coloniale de Marseille puis à celle de Paris. En août 1924, il fut nommé à l'Institut National d'Agronomie coloniale de Nogent. Conférencier et journaliste, il était également professeur à l'Ecole de sciences politiques et à la faculté de Bordeaux, vice-président de la

GUY Camille

Société des Ecrivains Coloniaux et membre de l'Académie des Sciences Coloniales. Il était l'auteur, avec Marcel Dubois, de l'*Album géographique*. Selon Mézières Guignard c'était «un livre qui fait à la fois réfléchir, rêver, agir (...) une promenade à travers le monde».

Il mourut le 22 mai 1929.

GUY... GNOL

« Chaque jour nous arrivent aux oreilles les calomnies débitées sur les uns, sur les autres par le gouverneur Guy dans la potinière qu'est son cabinet. Après le secrétaire-général, les fonctionnaires de tous grades et bon nombre de personnes étrangères à l'administration sont ses victimes. Les femmes elles même ne sont pas épargnées. La vie de chacun est fouillée et les racontars vont leur train, passe temps favori de ce petit roi fainéant.

En présence de X, c'est Y qui est un homme sans valeur, le lendemain c'est X qui est dénoncé à Y comme étant un malfaiteur. Est-ce là le rôle d'un gouverneur ? Où sommes nous donc ? Avons nous jamais vu pareils faits se produire ici ? Est-ce l'effet de l'oisiveté, de la maladie ? Est-ce un amour immodéré des cancans ? Telles sont les questions que chacun se pose. Mais il en est une que nous nous posons à notre tour. Si une des nombreuses victimes du gouverneur Guy même parmi les fonctionnaires lui demandait ou faisait demander raison, quelle serait l'attitude de ce gouverneur qui parle trop ? Quelle serait sa réponse ? Peut-être, se dit-il, que la maladie, les infirmités, le mettent à l'abri d'une protestation... énergique ? Qu'il y prenne garde pourtant car la patience a des limites. »

Véritas : Le Peuple, 3 avril 1909.

Source

- Le Monde Colonial Illustré, n° 71, juillet 1929.
- R. Lucas, M. Serviabile, *Les Gouverneurs de la Réunion*, CRI St-Denis, 1986.

Illustration : C. Guy (A.D.R.)

MS



Félix GUYON

21 juillet 1831 - 20 juillet 1920

Médecin
Créateur de l'urologie

Fils de Rose Delpit et de Jean-Baptiste-Casimir Guyon, Félix Jean-Casimir vit le jour à l'île Bourbon le 21 juillet 1831, d'une mère créole et d'un père Breton de Lorient qui se destinait à être chirurgien de marine. La naissance de ce fils contraria ses ambitions et il ne termina pas sa thèse.

La famille Delpit avait quitté Beaumont-du-Périgord et les excès de la Révolution pour s'établir à Bourbon.

En 1835, la famille Guyon avec le jeune Félix âgé de 3 ans, retourna en France à Cherbourg. L'année suivante Casimir Guyon soutenait à Paris une thèse sur la fièvre intermittente observée à Madagascar. La famille ira s'établir à Nantes où mourut M. Guyon en 1844 ; Félix avait alors 13 ans. Mme Guyon continua d'élever ses quatre enfants (deux filles et autant de garçons) avant de s'éteindre à Nantes en 1878.

Après des études secondaires, Félix s'inscrit à l'école de Médecine de Nantes. En 1852, il est externe à Paris. Encouragé par son grand-père, pharmacien en chef de la marine, il suit les cours des plus grands maîtres de l'époque : Roux, Aran et Velpeau.

En 1858, sous la direction de Velpeau, il présente sa thèse : une étude anatomique sur *Les Cavités de l'Utérus à l'Etat de Vacuité*. Il épouse la même année sa cousine, Mlle Delpit, revenue de la Nouvelle-Orléans. Le couple s'installe dans une modeste maison à la rue Taranne.

En 1860, il se présente à l'agrégation avec une thèse sur *Les Tumeurs Fibreuses de l'Utérus* et deux ans plus tard, il est nommé chirurgien des hôpitaux ; il a 31 ans.

Il prend en charge la maternité alors que le service de gynécologie est pratiquement inexistant. En 1867, il succède à l'hôpital Necker au Dr Civiale qui s'était spécialisé dans la lithotritie. Il se passionne pour cette nouvelle aventure médicale et sa renommée grandit. L'empereur souffre d'un calcul ? On pense à lui pour l'opérer. La guerre voulue par l'impératrice en 1870 évitera ce qu'elle appelait la « chirurgie meurtrière » et différera l'opération. Et Guyon fit son devoir auprès des milliers de victimes anonymes. La guerre emportera le Second Empire.

GUYON

À la paix, il reprit ses études sur la pathologie urinaire, domaine où plus qu'ailleurs, la chirurgie datait du Moyen-Âge. Il apporta des solutions chirurgicales aux infections vésicales et rénales, étudia les calculs, les tumeurs de la vessie et les maladies de la prostate. Ses recherches recueillirent la reconnaissance universelle. Il devint le créateur de l'urologie moderne. L'école française de médecine accueillit chercheurs et médecins du monde entier.

Guyon exécutait une lithotritie en artiste en broyant la pierre la plus dure dans les temps les plus courts. En 1876, il succéda à Dolbeau à la chaire de pathologie externe. En 1878, il entra à l'Académie de Médecine dont il fut plus tard le président ; et en 1892 il entra à l'Académie des Sciences.

En 1906, il part en retraite sur sa propriété à Louveciennes ou à Bot Conan en Bretagne. Frappé par des deuils multiples — son gendre, son disciple Albarran, son fils et sa femme — il se crut longtemps oublié de la mort. Il s'éteint le 20 juillet 1920, à la veille de son 90^e anniversaire.

Son nom sera donné au centre hospitalier départemental et à une rue de St-Denis, sa ville natale.

HOMMAGE DU PETIT-FILS

Passionné de son métier, Félix Guyon sortait peu. On le voyait bien rarement dans les loges des théâtres auxquels il était abonné. En revanche, elles étaient ouvertes à ses élèves, à ses amis et aux amis de ses amis. Toute la vie mondaine, si nécessaire à cette époque, reposait sur Mme Guyon qui aimait beaucoup recevoir et qui, fort éclectique dans ses goûts, ouvrait ses salons non seulement aux collègues de son mari, savants qui n'étaient pas nécessairement ennuyeux, mais aussi à des artistes comme Sardou et Alexandre Dumas.

Pr Yves-Félix Guyon

Sources

- J.L. Faure, *Eloge de F. Guyon*, Masson, 1923
- Y.F. Guyon, *Bourbon Médical* n° 9, St-Denis, Imp. Cazal, 1967

Illustration : Félix Guyon (*Archives Départementales de la Réunion*)